

Qualité, pertinence et évaluation de l'enseignement supérieur en Algérie: quelques précisions et interrogations

Résumé:

Cet article traite de la question de la "qualité" de l'enseignement supérieur en Algérie et de son "amélioration". Nous essayons, à partir de certaines interrogations et certaines précisions à la lumière de la recherche internationale actuelle sur ce sujet, de montrer à la fois l'importance capitale de la "pertinence" de l'enseignement supérieur pour sa "qualité" et celle du rôle de "l'évaluation" pour l'amélioration de cette qualité, en confrontant l'évolution de la question au plan international avec la réalité du terrain en Algérie.

Dr. Nabil BOUZID
Département de Psychologie et
des Sciences de l'Education
Faculté des Sciences Humaines
et Sciences Sociales
Université Mentouri -
Constantine

Introduction:

L'évolution est au cœur des différentes activités humaines. Les connaissances évoluent de plus en plus vite. La rapidité du progrès scientifique et technologique a provoqué diverses et considérables transformations dans la société internationale.

Le monde connaît aujourd'hui des mutations profondes et généralisées dont les nombreuses caractéristiques communes au niveau des différentes régions du monde ont donné naissance aux concepts de "mondialisation", "globalisation", "internationalisation", "démocratisation", etc.

ملخص
يتناول هذا البحث مشكلة " النوعية " في التعليم العالي في الجزائر وكيفية تحسينها .
نحاول من خلال بعض التساؤلات وبعض التوضيحات في ضوء البحث الدولي الحالي حول هذا الموضوع توضيح الأهمية القصوى لنجاعة التعليم العالي بالنسبة إلى نوعيته وهذا بمقارنة تطور هذا الموضوع على المستوى الدولي بالواقع الميداني في الجزائر .

Cette évolution générale a fait que les besoins et les exigences en matière de connaissances et de savoir augmentent de plus en plus, et nous abordons un siècle nouveau où une demande sans précédent dans le domaine de l'enseignement supérieur tend à se généraliser.

Qualité, pertinence et évaluation de l'enseignement supérieur en Algérie —

Aussi bien au niveau des pays riches qu'au niveau des pays en développement, les pouvoirs publics et les familles travaillent dans le sens d'une élévation du niveau d'éducation, non seulement dans un souci de démocratiser la société et réduire les inégalités d'accès à **l'enseignement supérieur**, mais aussi pour le développement économique et social du pays dont l'association à un niveau global et élevé d'éducation n'est plus à démontrer.

Cette situation a fait que, partout dans le monde, les établissements d'enseignement supérieur, confrontés à une **exigence accrue de la qualité et de la pertinence** en contre partie du financement, soient appelés à rendre des comptes à la société en termes de performance et de rendement. D'où l'importance de plus en plus croissante de **l'évaluation** de l'enseignement supérieur.

Le document d'orientation de l'UNESCO (1995) "Changement et développement dans l'enseignement supérieur", document de base de la conférence mondiale de l'enseignement supérieur (5-9 oct.1998), précise que les points de vue des autorités chargées de l'enseignement supérieur, des décideurs et des chercheurs ont classé la "**pertinence**," la "**qualité**" et "**l'internationalisation**" comme étant les trois plus grands défis que l'enseignement supérieur doit relever aujourd'hui dans un monde en mutation rapide⁽¹⁾.

Une analyse de la recherche disponible permet de constater qu'il y'a pendant les deux dernières décennies, et de plus en plus encore ces dernières années, beaucoup de recherches, d'études et de débats autour des notions de qualité, de pertinence, d'efficacité, et d'évaluation dans l'enseignement supérieur au plan international. Surtout autour de la notion de «qualité» de l'enseignement supérieur et sur l'évaluation de cette qualité.

L'analyse permet de constater aussi qu'il y'a énormément de problèmes posés par rapport aux différentes formes d'évaluation de la qualité, par rapport aux différents «objets» et «objectifs» d'évaluation, par rapport aux méthodes utilisées pour améliorer la qualité et évaluer les résultats, par rapport à l'identité des «évaluateurs» d'un côté et celle des différents acteurs (plus nombreux aujourd'hui) auxquels il faut rendre des comptes, et aussi et surtout par rapport aux critères et indicateurs de la qualité et de l'efficacité.

Le domaine est très vaste et les composantes sont multiples et variées.

1 / L'évaluation de l'enseignement supérieur face à l'exigence accrue de la qualité au plan international:

Nous avons constaté, à travers une analyse de la recherche disponible sur la question, que pour mieux comprendre l'évolution vers une exigence accrue de la qualité de l'enseignement supérieur, pendant ces dernières années, il faut peut être remonter à la première «crise» que l'enseignement supérieur a connue durant les années 70 et début 80, dans la majorité des pays de l'OCDE (Organisation de Développement et de Coopération Economiques).

L'expansion de l'enseignement supérieur, considérée depuis les années 60 comme étroitement liée au progrès et développement économique et social des pays, s'est traduite durant les années 70 et début 80 en un véritable problème de croissance des effectifs d'étudiants (massification) au niveau des établissements de l'enseignement supérieur, et une importante détérioration des conditions générales d'insertion et d'emploi des diplômés du supérieur: chômage massif, sous-emploi, etc.

Ce que nous souhaitons souligner ici, ce sont les principales orientations et actions des pouvoirs publics durant les années 80, en vue d'apporter des solutions aux problèmes internes de la croissance des effectifs d'étudiants, et ceux relatifs à l'emploi de leurs diplômés, sans pour autant limiter l'accès à l'enseignement supérieur.

Malgré qu'il y'a eu, dans beaucoup de pays, certaines mesures restreignant l'admission aux enseignements supérieurs, mais c'était limité dans le temps, et concernant uniquement certaines filières dont les débouchés habituels au niveau de l'enseignement et des services publics ont connu une saturation et ne recrutaient plus.

L'expansion de l'enseignement supérieur, a continué à être considérée par les pouvoirs publics et les experts comme nécessaire, voire même vitale pour le développement économique et technologique des pays et leur prospérité. Et en même temps un moyen de compensation pour le déclin démographique et la réduction des inégalités d'accès à l'enseignement supérieur (principe de l'équité). Donc il fallait agir sur la gestion de cette expansion quantitative. Il fallait procéder à une restructuration de l'enseignement supérieur à partir d'une diversification des enseignements

Qualité, pertinence et évaluation de l'enseignement supérieur en Algérie —

devenue indispensable durant les années 80 pour tous les pays de l'OCDE. Elle permettait, selon les chercheurs et les pouvoirs publics, de tenir compte d'une part, des motivations, des talents, des compétences et des perspectives professionnelles des grands nombres d'étudiants, à partir d'une diversité d'établissements et de programmes d'études, et d'autre part de la diversité croissante des emplois exigeant des nouvelles qualifications.

Les réformes des années 80 et 90 ont, dans la plupart des pays de l'OCDE, touché beaucoup d'autres points parmi lesquels nous rappelons ici, en guise de synthèse ceux qui peuvent être considérés comme déterminants par rapport à l'évolution de l'exigence accrue de la qualité dans l'enseignement supérieur:

- ***Le financement:***

C'est particulièrement le point le plus important. Les pouvoirs publics ont encouragé de différentes manières la "diversification du financement" parallèlement à la "diversification des enseignements".

Le secteur privé est rentré en force et a beaucoup évolué depuis les années 80 par rapport au secteur public. A travers, non seulement, la participation au financement de l'enseignement supérieur, mais au recrutement de ses diplômés. Ce qui a provoqué le mouvement d'ampleur de la «professionnalisation» dans l'enseignement supérieur.

- ***L'intervention des pouvoirs publics:***

Le développement de l'enseignement supérieur au fil des ans a fait que les politiques gouvernementales le considèrent, depuis les années 80, comme une entreprise coûteuse et un secteur d'activité important pour l'économie du pays. Il appartient donc à l'état de s'occuper plus qu'avant de la croissance en termes de productivité: mieux contrôler les coûts et exploiter davantage les résultats (le principe de l'efficacité et de l'efficience).

- ***Les mesures incitatives:***

Les réformes des années 80 et 90 ont mis l'accent sur certaines "mesures d'incitation" destinées à stimuler la concurrence entre les établissements d'enseignement supérieur.

Cette incitation à la concurrence repose sur la conviction des pouvoirs publics que ceci leur permettrait de s'auto-financer plus largement à partir d'autres sources de financement en se faisant mutuellement concurrence, à travers le recrutement des étudiants pour obtenir les fonds de recherche.

Le financement est basé sur le nombre d'étudiants inscrits en premier cycle et leurs résultats et en partie sur le nombre de doctorats délivrés.

L'état souhaite plus qu'auparavant intervenir dans les objectifs des institutions d'enseignement supérieur, et d'influer sur leur produit exprimé aussi en candidats à la recherche fondamentale et appliquée.

2 / Les problèmes de l'évaluation de la qualité et de la pertinence de la formation universitaire en Algérie:

L'Algérie connaît depuis plus d'une décennie des transformations profondes à tous les niveaux. Les changements économiques, juridiques et politiques, corollaires des réformes structurelles mises en œuvre pour mettre en place les mécanismes de l'économie de marché, ne sont pas sans incidence sur le système de l'enseignement supérieur en Algérie.

L'université Algérienne est interpellée de toute part aujourd'hui, à s'adapter à l'économie de marché et aux différentes mutations et changements qui s'opèrent dans la société, et aux exigences nouvelles dictées par l'avancée rapide des connaissances scientifiques et technologiques à l'échelle internationale. Il s'agit pour l'université Algérienne, selon les différentes déclarations récentes des responsables du secteur de l'enseignement supérieur, de réviser profondément son système de formation, revoir la finalité de sa recherche scientifique et repenser tout son fonctionnement institutionnel.

Les nouvelles orientations qui sont à la base de la réforme universitaire en cours, depuis déjà des années, lui imposent une réflexion sur le type d'université qu'il faut construire dans le contexte de l'économie de marché, tenant compte aussi bien des besoins de la société et l'économie du pays (**pertinence**) que des tendances internationales de l'enseignement supérieur, dans le contexte de la mondialisation et des standards internationaux de l'enseignement supérieur (**qualité**).

Qualité, pertinence et évaluation de l'enseignement supérieur en Algérie

- ❖ Un premier questionnement se pose déjà à ce niveau, (par rapport aux besoins de la société et aux standards internationaux de qualité): dans quelle mesure notre enseignement supérieur en Algérie peut-être considéré comme pertinent et de qualité?

De nos jours l'enseignement supérieur est considéré comme un investissement productif qui doit, à un certain moment, porter ses fruits en soutenant ou en accélérant le processus de développement économique et social. Cette approche n'est autre que celle de tous les pays, y compris **l'Algérie**, qui soutiennent "l'expansion de l'enseignement supérieur", malgré le problème posé par la "massification" (explosion des effectifs d'étudiants).

Il n'échappe à personne que l'université devient, de nos jours, une institution sociale de premier plan dont la **qualité** et la **pertinence** de la formation sont censées être une préoccupation déterminante. Elles constituent le noyau référent de l'enseignement supérieur qui est appelé à répondre aux attentes de la société et des diplômés universitaires pour faire face à l'innovation et l'adaptation continue à des techniques plus rentables.

Le grand défi qui se pose aujourd'hui à l'enseignement supérieur en général, et peut être à l'université en particulier, est celui de la **pertinence**!

La conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, ayant eu lieu à Paris du 05 au 09 octobre 1998, dans sa déclaration mondiale sur "l'enseignement supérieur pour le xxi^e siècle: vision et actions" proclame dans son article 6, sur les missions et fonctions de l'enseignement supérieur que **la pertinence** de ce dernier "doit se mesurer à l'aune de l'adéquation entre ce que la société attend des établissements et ce qu'ils font. Cela requiert des normes éthiques, l'impartialité politique et des capacités critiques en même temps qu'une meilleure articulation avec les problèmes de la société et le monde du travail..."⁽²⁾.

Les différentes conférences régionales de part le monde, ayant préparé la conférence mondiale sur l'enseignement supérieur ont retenu quatre thèmes principaux:

La pertinence de l'enseignement supérieur, la qualité, la gestion et le financement, et la coopération internationale.

Cependant le problème de **la pertinence** semble être le problème central sur lequel doit se baser l'évaluation de la qualité, la détermination de la gestion et du financement et celle de la coopération internationale .

L'exigence de la **qualité** est devenue une préoccupation essentielle dans les systèmes éducatifs en général. **L'évaluation de la pertinence** de l'enseignement supérieur doit être, selon toute la littérature récente sur la question, en fonction de son rôle et de sa place dans la société , c'est à dire par rapport à la diversité des services qu'il rend à la société, et dans tous les domaines de la vie (éducation, savoir, recherche, liens avec le monde du travail...).

❖ Plusieurs autres questionnements viennent s'ajouter à ce niveau, par exemple:

- Dans quelle mesure l'enseignement supérieur en **Algérie** occupe t-il la place qu'il faut et joue t-il le rôle qu'il faut dans la société , par rapport à la diversité de services qu'il est censé rendre à cette société à laquelle il appartient?
- L'évaluation de la **qualité** de l'enseignement supérieur en **Algérie** tient - elle compte de "l'efficacité externe" de cet enseignement, c'est à dire de sa **pertinence** ? par exemple, à partir d'une évaluation de l'insertion professionnelle des diplômés et de leur employabilité ?
- Quels sont les critères généralement utilisés pour "en juger" de la qualité de l'enseignement supérieur en Algérie et quels sont les principaux indicateurs généralement retenus pour évaluer la qualité par rapport à tel ou tel critère ? La **qualité** de l'enseignement supérieur est aujourd'hui reconnue être étroitement liée à cette notion de **pertinence**.

Le document d'orientation de la conférence mondiale de l'enseignement supérieur (UNESCO, 1995) précise à ce sujet que " l'exigence de pertinence accrue de l'enseignement supérieur devrait aller de pair avec le souci général de l'amélioration de sa qualité. Cette **qualité** inclut toutes les fonctions et activités principales de l'enseignement supérieur : l'enseignement, les programmes d'étude, la recherche et le niveau des chercheurs, les enseignants, les étudiants, les infrastructures, les services au niveau des campus universitaires...

D'un autre côté cette notion de qualité est étroitement liée à **la notion d'évaluation** et en dépend énormément, si ce n'est entièrement: **Evaluation de la qualité**.

Qualité, pertinence et évaluation de l'enseignement supérieur en Algérie —

- ❖ Nous nous interrogeons à ce niveau sur "**le système d'évaluation**" lui-même? C'est à dire sur la qualité du système d'évaluation de l'enseignement supérieur en Algérie: dans quelle mesure notre "système d'évaluation" peut-être considéré comme **qualitatif**, par rapport aux critères et indicateurs utilisés pour évaluer en vue de procéder à des réformes de l'enseignement supérieur?.
- ❖ En d'autres termes nous nous interrogeons ici sur la "qualité" d'évaluer la qualité , c'est à dire, **l'évaluation** utilisée pour rendre compte sur la qualité de l'enseignement supérieur est-elle, elle-même, qualitative ?

Cette question est à notre avis très importante dans la mesure où **l'évaluation pour la qualité** est étroitement liée à **la qualité de l'évaluation**: évaluer pour améliorer la qualité nécessite l'amélioration de la qualité de l'évaluation.

En tant que lieu du savoir et des connaissances, et en tant que source permanente de formation, de perfectionnement et de recyclage professionnel, les établissements doivent aussi prendre en compte, de façon régulière, les évolutions des secteurs économiques et du travail, afin de contribuer à la création d'emplois, sans que cela soit une fin en soi.

Dans un monde de travail en perpétuelle transformation , accélérée souvent par le développement des nouvelles technologies d'information et de la communication (NTIC), les compétences acquises à l'université se périment désormais plus vite que dans le passé. Pour cela, on constate aujourd'hui, comme le précise **Ulrich Teichler (1998)**, que la tendance générale est d'attendre de la formation universitaire, qu'elle favorise, plus que par le passé, les connaissances générales, les aptitudes et qualifications sociales, l'aptitude à poser des problèmes et la capacités de les résoudre, cultiver des savoir-faire utiles à la vie sociale et à la communication, favoriser l'esprit d'entreprise, et surtout préparer les étudiants à savoir faire preuve de flexibilité ⁽³⁾.

Ces différentes compétences sont aujourd'hui appelées "compétences utiles au travail".

L'université **Algérienne** est de nos jours interpellée de toute part à développer les aptitudes et qualifications sociales de son produit et faire acquérir aux étudiants ces différentes "compétences utiles au travail" qui leur permettent de faire face aux innovations de la technologie, et augmenter ainsi leurs chances d'emploi après l'obtention du diplôme.

"L'employabilité" des diplômés (ou aptitude à l'emploi) constitue, selon la recherche actuelle, un **indicateur important de la qualité** des enseignements dispensés.

Dans quelle mesure ce facteur "d'employabilité" des diplômés universitaires est considéré comme déterminant pour la **qualité** de l'enseignement supérieur et pour sa **pertinence** au plan international et en Algérie? Et comment procède-t-on pour **son évaluation** au plan international et en Algérie?

L'exigence accrue de la "qualité" dans l'enseignement supérieur aujourd'hui dans le monde a fait que "l'évaluation" à l'université, en vue de mesurer "l'efficacité" et la "pertinence" des enseignements et fixer les indicateurs de performance et de qualité pouvant permettre de rendre compte sur ces enseignements, devienne, comme le soulignent beaucoup d'auteurs, **une mission principale de l'université**.

La nécessité de "diversification" des enseignements partout dans le monde en vue de répondre aux besoins et motivations des étudiants et aussi aux besoins de l'économie en diplômés de niveau supérieur qui ne cessent de croître, a donné naissance à **des réformes** de l'enseignement supérieur partout dans le monde. Les pouvoirs publics ont procédé, à partir de ces réformes à une plus grande "responsabilisation" des établissements d'enseignement supérieur : Une plus grande " autonomie " en matière de direction et de gestion, mais il leur est demandé en même temps de rendre des comptes à la société à partir de diverses évaluations, et le "financement" est désormais sujet à la "qualité" de l'enseignement supérieur. Cette qualité doit être étroitement liée au principe de "la pertinence", c'est-à-dire que la production quantitative et qualitative de l'enseignement supérieur doit répondre aux besoins de l'économie et de la société.

Une analyse des déclarations finales des différentes conférences régionales ayant participé à la conférence mondiale de l'enseignement supérieur (1998) permet de constater que les " vagues de réformes " par

Qualité, pertinence et évaluation de l'enseignement supérieur en Algérie —

rapport à l'exigence accrue de la qualité (et donc de l'évaluation) de l'enseignement supérieur **sont similaires** dans toutes les régions du monde, aussi bien au niveau des pays riches que des pays en développement⁽⁴⁾.

L'article 11 de la **déclaration mondiale** sur l'enseignement supérieur (1998) que le concept de "qualité" est un concept multidimensionnel qui doit concerner toutes les fonctions et activités de l'enseignement supérieur : enseignement et programmes, recherche, dotation en personnel, étudiants, infrastructure "L'amélioration" et la "transparence" constituent, selon la recherche actuelle, les principaux objectifs de "l'évaluation".

Le concept de "transparence" est généralement lié à l'exigence pour une institution de l'enseignement supérieur à rendre des comptes par rapports aux objectifs déclarés (David Woodhouse, 1999)⁽⁵⁾.

On parle aujourd'hui de "culture d'évaluation" qui doit être établie et renforcée dans les établissements d'enseignement supérieur et où les objectifs visés doivent être clairement explicités par et avec les acteurs concernés, et traduits en quelques indicateurs pertinents et observables pour faciliter un recueil d'informations opérationnelles (conférence mondiale de l'enseignement supérieur, document de travail, 1998)⁽⁶⁾.

On parle aussi dans le contexte de **l'évaluation** du concept de "culture de régulation".

Le document de travail, 1998 cité dessus explique à ce sujet que la "culture de l'évaluation" est aussi une "culture de régulation", c'est-à-dire une recherche participative, basée sur un recueil d'informations pertinentes, des stratégies à mettre en œuvre "*pour améliorer l'efficacité des actions entreprises ou réajuster au besoin objectifs et actions ... aux concepts de "qualité" et "d'assurance qualité" sont de plus en plus associés les concepts "d'évaluation" et de "culture de l'évaluation"*" (ref. op.cit, pp. 49 - 50).

Nous constatons, à partir de tout ce qui vient d'être dit ci-dessus, l'importance capitale accordée aujourd'hui à la **qualité** de l'enseignement supérieur et à son **évaluation** nécessaire pour rendre compte sur cette qualité et procéder à son amélioration.

Les résultats de notre étude sur " la préparation des étudiants au monde du travail et à l'emploi

(enquête à l'université de Constantine) ont montré qu'il n'existe pas une véritable évaluation du système d'enseignement universitaire en Algérie⁽⁷⁾.

Les résultats soulignent aussi l'inexistence, au niveau des "formations universitaires étudiées à Constantine", d'un système d'évaluation qui permet de rendre compte sur **l'efficacité** de la formation universitaire dispensée par rapport à la préparation des étudiants à l'emploi, une sorte d'évaluation spécialisée ou professionnelle qui permet comme le souligne David Woodhouse (OCDE, 1999) "*de vérifier si un établissement ou une filière donnent à leurs diplômés les qualifications nécessaires pour accéder à un emploi dans un domaine spécifique (droit ou médecine par exemple)*" (ref.op.cit.p. 37).

Les résultats de l'enquête ont aussi indiqué qu'on ne procède pas, au niveau des formations étudiées, à aucun autre type d'évaluations.

Les établissements universitaires à Constantine et au niveau national, ne procèdent pas à l'évaluation du devenir professionnel de leurs anciens étudiants afin de recueillir des informations sur les expériences vécues des jeunes diplômés dans la vie active.

Pendant, les résultats de l'étude confirment la nécessité, soulignée par différentes recherches internationales, de ces informations, non seulement pour **l'amélioration** de la préparation des étudiants à la vie professionnelle, mais aussi pour **la construction d'un modèle d'évaluation** permettant de mesurer l'efficacité de cette préparation à la vie active et à l'emploi.

En effet le suivi des diplômés pourrait permettre d'obtenir des informations sur la réussite professionnelle des diplômés: l'insertion professionnelle s'effectue t-elle sans difficultés? les nouveaux diplômés accèdent-ils à un statut social élevé ? utilisent-ils les compétences théoriques et pratiques acquises à l'université dans l'exercice de leurs fonctions? emploi temporaire /définitif? mi-temps / plein/temps?etc.

A ce sujet **Teichler (1994)** argumente que "l'évaluation des résultats d'un cursus d'études ou d'un établissement d'enseignement supérieur en termes d'emploi peut-être très différente selon les critères auxquels on se réfère"⁽⁸⁾.

Les résultats de l'enquête soulignent aussi que les établissements universitaires à Constantine et au niveau national ne procèdent pas à la réalisation d'enquêtes

Qualité, pertinence et évaluation de l'enseignement supérieur en Algérie —

auprès des employeurs en vue de recueillir des informations sur l'évolution du marché de l'emploi et ses nouvelles exigences, informations nécessaires pour les "réajustements périodiques des programmes d'études".

La majorité absolue des enseignants universitaires interrogés ont affirmé que (les évaluations ayant servi de base aux différentes refontes des programmes d'étude n'ont pas tenu compte ni des expériences professionnelles des diplômés, ni des exigences du marché du travail algérien!?).

Invités à faire des commentaires à ce sujet, les enseignants ont montré, d'une manière générale, qu'il n'existe pas de véritables évaluations et que "l'actualisation" (ou les réajustements) des programmes se fait généralement par imitation de la tendance internationale de l'enseignement au détriment du contexte socio-économique **spécifique** du pays.

Cette situation montre que la qualité de l'enseignement supérieur en Algérie est recherchée beaucoup plus par rapport au principe de "**l'internationalisation**" (c'est à dire la prise en compte des normes et standards internationaux) que par rapport au principe de la "**contextualisation**" (c'est-à-dire la spécificité du contexte socio-économiques du pays - pertinence). Or nous avons souligné plus haut que selon beaucoup d'auteurs, "la qualité aujourd'hui ne signifie rien sans la pertinence".

Certes le principe de "l'internationalisation de la qualité de l'enseignement supérieur" devient de plus en plus important à l'heure actuelle de la mondialisation : la qualité de l'enseignement supérieur dans un établissement donné tend de plus en plus à se mesurer à la lumière de "l'internationalisation de la qualité", et l'un des principaux objectifs de l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur, selon **Brennan (1997)** "consiste à pouvoir supporter la comparaison internationale"⁽⁹⁾.

Il est de plus en plus admis que l'internationalisation contribue énormément à l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur, et constitue, selon beaucoup d'auteurs, l'un des plus grands indicateurs de cette qualité pour un établissement donné.

Mais nous avons aussi souligné, selon la recherche actuelle, les dangers que pourrait représenter une internationalisation mal comprise incitant les institutions d'enseignement supérieur "**à tenter de gommer les spécificités** ou à

aligner les formations sur celles des pays plus riches ou institutions plus puissantes, alors qu'une des missions de l'enseignement supérieur est de contribuer au développement du contexte régional, national et même local. Or les besoins sont loin d'être semblables d'un contexte à l'autre" (document de travail, conférence mondiale de l'enseignement supérieur 1998, ref.op.cit. p.24).

Conclusion:

Nous nous interrogeons sur le fait que malgré les déclarations alarmantes des responsables du secteur de l'enseignement supérieur au sujet de la dégradation de la qualité, l'évaluation nécessaire à rendre compte sur cette qualité et à l'améliorer, non seulement n'existe pas à l'université mais aussi ne semble pas constituer une priorité au niveau des propositions et orientations des responsables du secteur pour la réforme de l'enseignement supérieur en Algérie! Les différentes déclarations soulignent fortement la nécessité de l'amélioration des programmes d'études et des enseignements (programmes reconnus être incohérents aux besoins socio-économiques du pays), sans mentionner le manque flagrant de l'évaluation à l'université !

Pourtant toute la recherche internationale montre bien qu' il n'est pas possible d'améliorer sans évaluer.

La Commission Nationale de Réforme du Système Educatif (CNRSE, 2001) en parle de la nécessité de "la mise en place d'une instance nationale par discipline chargée de programmes, leur mise en œuvre et de leur évaluation continue"⁽¹⁰⁾, mais sans pour autant expliquer (ou proposer) quelles devraient être les principales fonctions de cette instance? de quels types d'informations aurait-elle besoin pour évaluer? quels genres d'études devrait elle engager pour recueillir ces informations? et qui doit le faire à l'intérieur de cette instance?.

Nous pensons que les tentatives d'**amélioration de la qualité** de l'enseignement supérieur en **Algérie** doivent tenir compte des différents questionnements, interrogations et précisions que nous avons essayé de souligner dans cet article.

Mots clefs: Enseignement supérieur; Qualité; Pertinence; Evaluation; Amélioration.

Références:

- 1- UNESCO (1995): "Changement et développement dans l'enseignement supérieur: document d'orientation".
- 2 - UNESCO (1998): "Conférence Mondiale de l'enseignement supérieur": Déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur pour le XXI ème siècle, pp.1 - 33.
- 3 - Ulrich Teichler et al.(1998): "Répondre aux exigences du monde du travail", L'enseignement supérieur au XXI^e siècle,vision et actions, conférence mondiale de l'enseignement supérieur, UNESCO Paris 5 - 9 Octobre, pp.1 - 24.
- 4 - UNESCO (1998): "Récapitulatif des déclarations et plans d'action des conférences régionales sur l'enseignement supérieur. leçons retenues", L'enseignement supérieur au XXI^e siècle, vision et actions, conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, Paris 5-9 octobre.
- 5- David Woodhouse (1999), "Qualité et assurance - qualité", IMHE, OCDE, pp.33-47.
- 6- UNESCO (1998): "Document de travail", l'enseignement supérieur au XXI^e siècle, vision et actions, conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, Paris 5 - 9 octobre.
- 7 - Nabil BOUZID (2003) "Préparation des étudiants au monde du travail et à l'emploi", thèse de doctorat d'état (soutenue le 02/07/2003).
- 8 - Ulrich Teichler (1994): "L'enseignement supérieur et l'emploi, questions clés et réponses des établissements", OCDE, G.E.S, Vol.6, N° 2, pp.235 - 244.
- 9 - John Brennan (1997), "Autorité, légitimité et changement: la progression de l'évaluation de la qualité dans l'enseignement supérieur", OCDE, G.E.S, vol. 9, N°1, pp.7 - 27.
- 10 - Commission Nationale des Réformes du Système Educatif (CNRSE, 2001): "Chantiers Enseignements Supérieurs", pp.234 - 292.